

Dans les secteurs des services, les exportations ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (12,3 %) pour les services de voyage et de 1,6 milliard de dollars (15,3 %) pour les services de transport, mais ont diminué de 1,2 milliard de dollars (3,5 %) pour les services commerciaux. La même tendance a été observée pour les importations : les services de voyage ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (11,3 %) et les services de transport de 1,5 milliard de dollars (10,9 %), alors que les importations de services commerciaux ont reculé de près de 1 milliard de dollars (2,7 %). Par suite de ces mouvements, le déficit du Canada au chapitre des services de voyage s'est creusé de 0,3 milliard de dollars, pour atteindre 4,1 milliards de dollars, le déficit des services commerciaux s'est aussi alourdi de 0,2 milliard de dollars, pour s'établir à 3,7 milliards de dollars, tandis que le déficit des services de transport s'est légèrement résorbé, ayant diminué de 23 millions de dollars, pour s'établir à 3,9 milliards de dollars pour l'année.

Les investissements directs canadiens ont totalisé 57,5 milliards de dollars en 2004. Ce montant se répartit à peu près également entre les acquisitions et les augmentations du fonds de roulement de filiales étrangères. La destination d'un peu plus de 70 % des investissements directs cette année a été les États-Unis, alors qu'environ 80 % des investissements ont été concentrés dans deux grands groupes industriels, soit celui des finances et assurances, et celui de l'énergie et des minéraux métalliques.

Récemment, les Canadiens se sont affairés à racheter des entreprises étrangères ou sous contrôle étranger au Canada. Les acquisitions étrangères ont été négatives pour quatre des cinq derniers trimestres (on dit qu'il y a acquisition négative lorsque les Canadiens rachètent des sociétés canadiennes appartenant à des investisseurs étrangers). Compte tenu de ces rachats, l'investissement étranger direct au Canada en 2004 s'est limité à 8,5 milliards de dollars. La plupart des investissements sont en fait des bénéfices réinvestis. Il y a une hausse de l'investissement direct étranger en provenance des États-Unis et de l'Asie, mais une baisse de l'investissement direct étranger en provenance de l'UE. Deux importantes fusions internationales expliquent les réductions du côté de l'UE.

Au dernier trimestre de 2004, l'économie était en perte de vitesse en raison de la vigueur du dollar canadien et des perspectives à court terme légèrement moins prometteuses. En outre, les perspectives économiques pour le Canada en 2005 ont été ramenées à environ 2,9 %, selon le budget fédéral de 2005. Les dépenses de consommation et l'investissement des entreprises, s'appuyant sur un solide marché du travail et des revenus d'emploi à la hausse, devraient être les moteurs de la croissance. Le secteur public semble également être en mesure de soutenir l'activité économique générale étant donné sa solide situation financière. En revanche, la croissance pourrait continuer d'être freinée par la vigueur de notre devise et par une autre hausse soutenue des prix du pétrole. Il faut ajouter à cela les efforts possibles pour mettre un terme à la croissance du déficit budgétaire américain et aux menaces d'une hausse marquée de l'inflation de base et des taux d'intérêts aux États-Unis, qui pourraient influencer sur la croissance de l'économie américaine et ajouter à l'incertitude entourant les perspectives de croissance au Canada.

PLEINS FEUX SUR LA STRATÉGIE À L'ÉGARD DES MARCHÉS ÉMERGENTS

Pourquoi une Stratégie à l'égard des marchés émergents?

Tous les Canadiens jouent un rôle dans l'édification d'un Canada meilleur. Notre prospérité et notre sécurité économique dépendent de notre capacité à faire le commerce des biens et des services ainsi que de tirer profit de l'investissement. Si nous maintenons le statu quo, le Canada risque de voir ses entreprises, son capital et son expertise être écartés des centres de croissance, de finances et de savoir au sein de l'économie mondiale. Le Canada doit repousser les frontières de son commerce international. Il doit conserver son influence sur la scène multilatérale par le biais de nouvelles alliances internationales, particulièrement à mesure que les puissances émergentes deviennent des intervenants plus actifs. Que ce soit de soutenir l'activité économique à valeur ajoutée au pays ou de faire face aux réalités géopolitiques de la croissance et du développement aux quatre coins du monde, il est essentiel de se préparer en vue de ce que l'avenir nous réserve.